

Evènements en 2021

Le 14^{ème} plan quinquennal pour le développement économique et social et les objectifs à long terme pour 2035, adopté par le Congrès National du Peuple en mars 2021, comprend une section particulière consacrée à « la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes et un développement de la situation des femmes ». Le Conseil d'Etat chinois a publié en août le *Schéma de développement pour les femmes en Chine (2020-2021)*, en définissant des objectifs, des mesures et des exigences pour les 10 prochaines années, mettant en œuvre la politique de l'Etat concernant l'égalité de genre dans l'éducation, l'emploi, l'entreprise, la participation aux prises de décision, etc... La politique ainsi définie demande une complète application de :

- l'égalité salariale entre les hommes et les femmes,
- l'augmentation de l'aide au développement des femmes par les services publics,
- l'amélioration de la sécurité sociale pour les besoins spécifiques des femmes,
- la mise à jour des systèmes légaux pour la protection des femmes et de leurs intérêts.

Le Plan Chinois pour les Droits humains (2021-2025) adopté par la Chine en septembre, confirme la mise en œuvre de la politique nationale sur l'égalité des genres et le renforcement du processus de développement pour l'égalité des femmes en Chine (2021-2030), en améliorant les conditions du développement des femmes, en facilitant l'exercice de leurs droits, en augmentant leur participation au développement socio-économique, et en assurant leur participation aux bénéfices de ce développement.

Le résultat de la 4^{ème} enquête sur le statut social des femmes en Chine, organisée par la All-China Women Federation ((ACWF) et le bureau national des statistiques, révélé le 28 décembre, a montré que la Chine avait créé un environnement social pour les femmes meilleur qu'au cours de la précédente décennie et réalisé une plus large reconnaissance de l'égalité de genre.

Les politiques ci-dessus, les plans d'action et les résultats des enquêtes sont sensés avoir un impact significatif sur les peuples indigènes et les minorités nationales en Chine. Cependant une observation plus précise révèle les faits suivants :

1/ Les politiques esquissées et l'enquête de 2021 ne concernent pas les questions particulières et les droits des minorités nationales. L'enquête ne présente pas la situation générale et les questions particulières aux minorités nationales et aux groupes ethniques non-identifiées. Ceci diffère notablement des premières enquêtes réalisées il y a quatre décennies, qui contenaient des données significatives sur les minorités nationales. En même temps que les projets politiques qui ne concernent pas les minorités, c'est un signe de la tendance à l'élimination des différences dans la réalité sociale de nombreuses nationalités, dans le but de renforcer la construction de l'identité homogène de la nation chinoise.

2/ Alors que ces documents prétendent que leurs objectifs sont l'amélioration légale de la protection des femmes, aucune attention n'est portée aux droits des femmes appartenant à une minorité ou à un groupe indigène. Par exemple, parmi les 10 cas de droits des femmes promus par l'ACWF et la Cour Suprême, il n'y a pas un seul cas lié aux droits spécifiques d'une minorité ou d'un peuple indigène. Le document ignore totalement la situation des femmes turques en détention au Xinjiang. Il y a des rapports inquiétants sur les violences sexuelles contre les femmes musulmanes turques détenues

au Xinjiang. Le Tribunal Ouïghour, tribunal populaire indépendant qui enquête sur les atrocités actuelles et le génocide possible contre les populations musulmanes en Chine, a confirmé que les femmes au Xinjiang sont l'objet d'un contrôle systématique forcé des naissances, de harcèlement sexuel et de viols, ainsi que des incursions dans leurs coutumes religieuses

. La nouvelle stratégie EU-Chine adoptée par le parlement européen décrit des violations des Droits Humains, des crimes contre l'humanité et des génocides basés sur ces faits, analysés par des législateurs de pays comme les Etats Unis, le Canada, la Belgique, les Pays Bas et le Royaume Uni. Cependant, la Chine nie ces accusations et a même déclaré que les discussions sur la répression des Ouïghours et des autres minorités du Xinjiang étaient une insulte à l'institution.

Législation et mesures administratives pour « favoriser un fort sentiment communautaire dans la nation chinoise ».

La 5^{ème} conférence centrale sur les Affaires Ethniques des 27 et 28 août a formulé les principes directifs, les buts stratégiques, les tâches principales ainsi que les politiques et les mesures de l'action du Parti Communiste chinois sur les questions ethniques, insistant sur la nécessité de « favoriser un fort sentiment communautaire dans la nation chinoise ». Il est clair que le PCC multiplie les efforts pour forger un plus fort sentiment d'identité nationale et un attachement plus profond parmi les groupes ethniques de Chine, afin d'assurer la stabilité durable du Parti et dans une perspective de régénérescence nationale. On peut voir les conséquences significatives de cette volonté dans les mesures législatives et administratives suivantes :

PARTIE 1 – Rapports sur le pays et les régions – Chine 193

Législation sur l'unité ethnique

Le 30 janvier, le Congrès du Peuple de la région autonome de Mongolie intérieure a adopté un **Règlement pour la promotion et le progrès de l'entité ethnique**. Comme il n'y a aucune définition de « l'entité ethnique » dans ce document, son application peut conduire à des mesures arbitraires et des violations importantes du droit d'expression des individus.

Des règlements similaires concernant d'autres minorités ont été adoptés ou sont en cours de révision. Par exemple :

- la région autonome Ouïghour du Xinjiang a adopté le 5 février un règlement sur la création d'un modèle d'entité ethnique en progrès.
- la préfecture tibétaine autonome de Diqing, dans la province du Yunnan a procédé à une révision de ses réglementations et projets pour adopter les nouvelles réglementations locales en 2022.

Politiques et législation concernant les langues minoritaires

En septembre, le Conseil d'Etat a publié le Plan de développement pour l'enfant en Chine (2021-2030). Ce plan détaille les mesures visant à renforcer la promotion de la langue la plus commune (le Mandarin) ainsi que l'éducation des populations ethniques, particulièrement afin de promouvoir l'apprentissage du Mandarin chez les enfants en âge préscolaire. On remarque des changements importants par rapport aux plans précédents (2011-2020). Le nouveau projet n'invite plus les populations à « respecter et à protéger les droits des enfants issus de minorités à utiliser leur propre langue pour l'enseignement et à renforcer l'éducation bilingue chez les enfants en âge préscolaire ». Ces modifications sont dans la ligne des diverses mesures prises par les autorités locales et centrales.

En juillet le ministère de l'Education Nationale a publié une note sur la mise en place de l'enseignement du Mandarin pour les enfants d'âge préscolaire pendant le 14^{ème} plan quinquennal (2021-2025). Il met l'accent sur les jardins d'enfants dans les zones rurales et minoritaires et leur recommande d'utiliser le Mandarin dans les nurseries et les activités éducatives, dès l'automne 2021.

La commission nationale des langues et le ministère de l'Education ont tenu une conférence de presse en décembre pour faire connaître *les Instructions pour renforcer les travaux sur la langue dans les nouvelles zones* émanant du Conseil d'Etat, la plus haute administration chinoise. C'est le premier document concernant les langues publié par le Conseil d'Etat depuis 1949. Il concrétise les buts et les mesures destinés à promouvoir le Mandarin dans les zones minoritaires, ce qui va affecter largement les droits des minorités **nationales** dans l'usage de leur propre langue.

Le 29 septembre, le Comité permanent du Congrès de peuple de la région autonome de Mongolie intérieure a revu *les Méthodes de mise en place de la loi pour l'usage de la langue commune* (2007). Ce document affirme sa volonté de consolider le sentiment communautaire de la nation chinoise et de maintenir le statut dominant du Mandarin. Tandis que l'article 1 du document fait référence à la loi de l'Etat, il évite de mentionner que la Constitution de la RPC exprime le droit des minorités nationales à utiliser et développer leur propre langue (article 4). Tandis que l'ancienne version de la loi – *règlement de l'emploi de la langue mongole* (adopté en 2004) – a été abolie en 2021.

Politiques et mesures concernant les religions

La Conférence Nationale sur les Affaires religieuses s'est tenue à Pékin les 3 et 4 décembre. Son objectif était de défendre le rôle directeur du PCC dans l'adaptation des religions à la société socialiste. En se basant sur la nouvelle politique approuvée par le congrès du PCC sur les affaires ethniques en 2021, ACWF a pris des décisions concernant la mise en place d'un programme de jumelage au Tibet et au Xinjiang. Le but principal de ces mesures étant la consolidation du sentiment d'appartenance à la communauté nationale chinoise. Le jumelage est mis en place par la loi nationale d'autonomie régionale (article 64). Toutefois ces pratiques et leurs résultats sont grandement discutables.

Notes and references

1. National Bureau of Statistics. <http://www.stats.gov.cn/tjsj/ndsj/2021/indexch.htm>
2. "Outline of the People's Republic of China 14th Five-Year Plan for National Economic and Social

Development and Long-Range Objectives for 2035, adopted by the National People's Congress in March 2021." Section 1, Chapter 50, <https://www.ndrc.gov.cn/xxgk/zcfb/ghwb/202103/P020210323538797779059.pdf>

3. The State Council. Circular of the State Council on Printing and Distributing the Program for the Development of Chinese Women and the Program for the Development of Chinese Children, The State Council, September 27, 2021. http://www.gov.cn/zhengce/content/2021-09/27/content_5639412.htm
4. The State Council. "Full Text: Human Rights Action Plan of China (2021-2025)." The State Council, September 9, 2021. http://english.www.gov.cn/news/topnews/202109/09/content_WS6139a111c6d0df57f98dfeec.html
5. Shanghai Municipal Women & Children Committee (SMWCC). <http://fegw.sh.gov.cn/type3/20211228/a528ce531dd04f29a842bfd68bb6819c.html>. There were three previous surveys undertaken in 1990, 2000, and 2010 respectively.
6. Hill, Matthew, David Campanale and Joel Gunter. "Their goal is to destroy everyone': Uighur camp detainees allege systematic rape." BBC News, February 3, 2021. <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-55794071>
7. Uyghur Tribunal. "Uyghur Tribunal Judgment." As delivered at Church House, Westminster on Thursday 9 December 2021. <https://uyghurtribunal.com/wp-content/uploads/2021/12/Uyghur-Tribunal-Summary-Judgment-9th-Dec-21.pdf>
8. European Parliament. "European Parliament 2019–2024. P9_TA(2021)0382. A new EU-China strategy. European Parliament resolution of 16 September 2021 on a new EU-China strategy (2021/2037(INI))." https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2021-0382_EN.pdf
9. Congress.gov – Library of Congress. "H. Res. 317. In the House of Representatives, U. S., December 8, 2021. <https://www.congress.gov/117/bills/hres317/BILLS-117hres317eh.pdf>. BBC News. "Canada's parliament declares China's treatment of Uighurs 'genocide'." BBC, February 23, 2021. <https://www.bbc.com/news/world-us-canada-56163220>. World Uyghur Congress. "Press Release: The WUC Applauds Joint Motion in Belgian Parliament Recognizing Crimes Against Humanity and Serious Risk of Genocide." World Uyghur Congress, June 15, 2021. <https://www.uyghurcongress.org/en/press-release-the-wuc-applauds-joint-motion-in-belgian-parliament-recognizing-crimes-against-humanity-and-serious-risk-of-genocide/>. Tweede Kamer der Staten-Generaal. "Motie van de leden Van Ojik en Van den Nieuwenhuijzen over alle Nederlandse bedrijven met activiteiten in China oproepen hun toeleveringsketens te onderzoeken op mogelijke links met de onderdrukking van Oeigoeren." February 25, 2021. <https://www.tweedekamer.nl/kamerstukken/moties/detail?id=2021Z03866&did=2021D08395>. UK Parliament. Committees. "House of Commons. Foreign Affairs Committee. Never Again: The UK's Responsibility to Act on Atrocities in Xinjiang and Beyond. Second Report of Session 2021–22. Report, together with formal minutes relating to the report. Ordered by the House of Commons to be printed 29 June 2021. HC 198. HC 800 (in session 2019–21). Published on 8 July 2021 by authority of the House of Commons." <https://committees.parliament.uk/publications/6624/documents/71430/default/>
10. Reuters. "China foreign ministry says planned U.N. event on Xinjiang an insult." <https://www.reuters.com/world/china/china-foreign-ministry-says-planned-un-event-xinjiang-an-insult-2021-05-10/> Reuters, May 10, 2021.
11. Xinhua. "Xi Focus: Xi stresses high-quality development of Party's work on ethnic affairs."

- Xinhuanet, August 28, 2021 http://www.news.cn/english/2021-08/28/c_1310154568.htm
12. Wikipedia. "Chinese Dream." https://en.wikipedia.org/wiki/Chinese_Dream
 13. Inner Mongolia Digital Daily News. "Regulations of the Inner Mongolia Autonomous Region on promoting ethnic unity and progress." Inner Mongolia Digital Daily News, February 9, 2021. https://swt.nmg.gov.cn/ztl/djgz/202102/t20210209_886982.html
 14. Xinjiang Daily. "Regulations on the Establishment of the Model Zone of Ethnic Unity and Progress in the Xinjiang Uygur Autonomous Region come into Force." Xinjiang Daily, March 24, 2021. <http://xj.people.com.cn/n2/2021/0324/c186332-34638528.html>
 15. Diqing Tibetan Autonomous Prefecture People's Government. "Diqing Promoted the Revision of the 'Regulations on National Unity and Progress' in Accordance with the Law." Diqing Tibetan Autonomous Prefecture People's Government, September 9, 2021. http://www.diqing.gov.cn/xwzx/dqyw/202110/20211009_144557.html
 16. The State Council. "Circular of the State Council on Printing and Distributing the Program for the Development of Chinese Women and the Program for the Development of Chinese Children." The State Council, September 27, 2021. http://www.gov.cn/zhengce/content/2021-09/27/content_5639412.htm
 17. The State Council Information Office of the People's Republic of China. "Outline for the Development of Children in China (2011-2020)." The State Council Information Office of the People's Republic of China, August 8, 2011. http://www.scio.gov.cn/ztk/xwfb/46/11/Document/976030/976030_2.htm
 18. The State Council. "Notice of the General Office of the Ministry of Education on the Implementation of the 'Children's Language Homophony' Program for Mandarin Education for Preschool Children." The State Council, July 21, 2021. http://www.gov.cn/zhengce/zhengceku/2021-08/02/content_5629074.htm
 19. The State Council. "China Has Made It Clear That, by 2025, the National Penetration Rate of Mandarin Will Reach 85%." The State Council, December 1, 2021. This document was actually published on 14 September, 2020. http://www.gov.cn/xinwen/2021-12/01/content_5655296.htm.
 20. Inner Mongolia Daily. "The Inner Mongolia Autonomous Region Implements the Measures of the Law of the People's Republic of China on the National Common Language and Writing to Take Effect on 1 January 2022,." Inner Mongolia Daily, October 9, 2021. http://tyj.nmg.gov.cn/xwzx/tzgg/202110/t20211009_1899870.html
 21. All-China Women's Federation. "Research and Deployment of the All-China Women's Federation do a Solid Job in the Work of Uniting the Hearts and Minds of Women of All Nationalities for the Party." All-China Women's Federation, December 8, 2021. http://www.women.org.cn/art/2021/12/8/art_19_167761.html
 22. Huifeng, He. "China's Xinjiang gets money, talent from 'pairing assistance', but is the controversial programme helping?." South China Morning Post, October 5, 2021. <https://www.scmp.com/economy/china-economy/article/3151279/chinas-xinjiang-gets-money-talent-pairing-assistance?>
 23. The State Council. "Full Text: Human Rights Action Plan of China (2021-2025)." The State Council, September 9, 2021. http://english.www.gov.cn/news/topnews/202109/09/content_WS6139a111c6d0df57f98dfec.html

24. Essex Court Chambers. “International Criminal Responsibility _____ for Crimes Against Humanity and Genocide Against the Uyghur Population in Xinjiang Uyghur Autonomous Region.” January 26, 2021. https://14ee1ae3-14ee-4012-91cf-a6a3b7dc3d8b.usrles.com/ugd/14ee1a_3f31c56ca64a461592ffc2690c9bb737.pdf
25. Newlines Institute for Strategy and Policy. The Uyghur Genocide: An Examination of China’s Breaches of the 1948 Genocide Convention (Washington D.C.: Newlines Institute for Strategy and Policy, 2021.) <https://newlinesinstitute.org/wp-content/uploads/Chinas-Breaches-of-the-GC3-2.pdf>
26. Human Rights Watch. Break Their Lineage, Break Their Roots”: Chinese Government Crimes against Humanity Targeting Uyghurs and Other Turkic Muslims (United States of America: Human Rights Watch, 2021). https://www.hrw.org/sites/default/files/media_2021/04/china0421_web_2.pdf
27. Amnesty International. Like we were enemies in a war” China’s Mass Internment, Torture and Persecution of Muslims in Xinjiang (London: Amnesty International, 2021). <https://www.amnesty.org/en/wp-content/uploads/2021/07/ASA1741372021ENGLISH.pdf>
28. Xiuzhong Xu, Vicky, Dr James Leibold and Daria Impiombato. “The architecture of repression: Unpacking Xinjiang’s governance.” Australian Strategic Policy Institute, October 19, 2021. <https://www.aspi.org.au/report/architecture-repression>
29. The United States Holocaust Memorial Museum. Simon-Skjodt Center for the Prevention of Genocide. “To Make Us Slowly Disappear”: The Chinese Government’s Assault on the Uyghurs (Washington DC:United States Holocaust Memorial Museum.Simon-Skjodt Center for the Prevention of Genocide, 2021). https://www.ushmm.org/m/pdfs/November_2021_Uyghur_Report.pdf
30. Uyghur Tribunal. “Uyghur Tribunal Judgment.” As delivered at Church House Westminster on Thursday 9 December 2021. <https://uyghurtribunal.com/wp-content/uploads/2021/12/Uyghur-Tribunal-Summary-Judgment-9th-Dec-21.pdf>
31. United Nations. OHCHR. “China: UN experts deeply concerned by alleged detention, forced labour of Uyghurs.” OHCHR, March 29, 2021. <https://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26957&LangID=E>
32. Permanent Mission of France to the United Nations in New York. “Cross- Regional Joint Statement on the Human Rights Situation in Xinjiang on behalf of 43 Member States, 3rd Committee – UN General Assembly., New York, 21 October 2021.” <https://onu.delegfrance.org/we-call-on-china-to-allow-immediate-meaningful-and-unfettered-access-to>
33. Embassy of the People's Republic of China in the United States of America. “Foreign Ministry Spokesperson Announces Sanctions on Relevant UK Individuals and Entities.” March 26, 2021. <https://www.mfa.gov.cn/ce/ceus//eng/fyrth/t1864366.htm>
34. UN Geneva. “Press Briefing by the United Nations Information Service.” UN Geneva, December 10, /2021. <https://www.ungeneva.org/en/news-media/bi-weekly-briefing/2021/12/press-briefing-united-nations-information-service-1>
35. Nebehay, Stephanie. “U.N. says to publish findings soon on abuses in Xinjiang.” Reuters, December 11, 2021. <https://www.reuters.com/world/china/un-publish-xinjiang-findings-soon-2021-12-10/>

Due to the sensitivity of some of the issues covered in this article, the author prefers to remain anonymous.

Source : IWGIA The Indigenous World 2022

Traduction par Simone Dreyfus-Gamelon et Sylviane Roche, revu pa Clément Jacquemoud, membre du réseau des experts du GITPA pour l'Asie